ASSEMBLÉE NATIONALE

19 juin 2025

P JL REFONDATION DE MAYOTTE - (N° 1573)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 210

présenté par

M. Pilato, M. Amard, Mme Abomangoli, M. Alexandre, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiroir, M. Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE PREMIER**RAPPORT ANNEXÉ**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

Après l'alinéa 136, insérer l'alinéa suivant :

« Un rapport est remis dans un délai de 12 mois à compter de la promulgation de la présente loi afin d'élaborer un plan de rénovation et de redimensionnement des infrastructures de distribution d'eau potable sera mis en œuvre afin de garantir les principes de continuité, d'égalité et d'adaptabilité du service public. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, le groupe LFI-NFP souhaite mettre fin au déficit d'infrastructures de distribution d'eau potable sur le territoire mahorais.

Les problèmes systémiques d'accès à l'eau se sont aggravés depuis le passage du cyclone. Six mois après le passage du cyclone, l'ONG Solidarités internationale spécialisée dans l'accès à l'eau,

l'hygiène et l'assainissement constate que les conditions de vie dans les quartiers d'habitats précaires n'ont toujours pas retrouvé leur niveau – déjà alarmant – d'avant Chido . La crise de l'eau, structurelle sur le territoire, n'est pas résolue et contribue à alimenter les maladies (hausse de la fièvre typhoïde, épidémie de chikungunya).

Les conditions de l'égalité réelle passent en grande partie par le renforcement des services publics, car les principes d'égalité et d'unité territoriale de la République impliquent un égal accès des citoyens français aux droits ainsi qu'aux services publics sur l'ensemble du territoire national. A Mayotte, l'accès au service public d'eau et d'assainissement est rendu difficile dans certaines parties du territoire, ou certains quartiers, non raccordés au réseau de distribution. Les services publics d'eau et d'assainissement sont caractérisés par une forte discontinuité. Outre un taux de raccordement très faible aux réseaux d'assainissement, le département fait l'objet de coupures d'eau programmées (dispositif des «□tours d'eau□») dues à l'insuffisance de la production d'eau potable au regard des besoins de la population. A ces coupures programmées viennent s'ajouter les dysfonctionnements fréquents des bornes fontaines.

Pour toutes ces raisons, nous souhaitons élaborer un plan de rénovation et de redimensionnement des infrastructures d'eau potable.